

Pérou : le génocide silencieux des derniers Indiens non contactés

Le gouvernement du Pérou est responsable non seulement de la répression ouverte des peuples amazoniens qui a lieu en ce moment mais aussi du génocide silencieux des derniers groupes d'indigènes non contactés qui vivent encore en isolement volontaire dans leurs territoires ancestraux.

Comme en témoigne un rapport de Survival International récemment paru, tel est le cas des peuples indigènes qui habitent sur les rives du fleuve Envira, dans le département péruvien d'Ucayali. Des exploitants forestiers illégaux sont en train d'envahir le territoire qui appartient aux peuples indigènes isolés du Sud-Est du Pérou, les obligeant à fuir en traversant la frontière du Brésil où ils pourraient entrer en conflit avec d'autres peuples également isolés de ce pays.

Les exploitants cherchent surtout de l'acajou et du cèdre. Le Pérou possède l'une des dernières réserves d'acajou aptes à la commercialisation. D'après José Carlos Meirelles, chef du poste de surveillance de la FUNAI, *[il y a eu] une migration forcée de groupes autonomes du Pérou, provoquée par l'exploitation forestière à la naissance des fleuves Jurúa, Purús et Envira.*

Malgré les preuves, le gouvernement péruvien a refusé d'accepter publiquement que les indigènes isolés soient en train de s'enfuir vers le Brésil. Le président Alan García a même suggéré que ces groupes n'existent pas.

Les Indiens de Napo-Tigre du département de Loreto se retrouvent dans une situation semblable. Des entreprises pétrolières multinationales travaillent dans les territoires d'au moins deux peuples indigènes isolés qui habitent entre les fleuves Napo et Tigre, dans le Nord du Pérou.

Une de ces entreprises, la pétrolière anglo-française Perenco, a déclaré son intention d'envoyer des centaines de travailleurs dans cette région. D'après l'entreprise, un puits y a déjà été foré.

Le site où fonctionne Perenco est au milieu d'une zone qui a été proposée comme réserve pour les indigènes. Les organisations du Pérou s'opposent à la présence de cette entreprise dans la région et elles ont déjà présenté plusieurs plaintes contre elle.

L'identité de ces peuples indigènes isolés n'est pas claire, mais on croit que l'un d'eux est un sous-groupe des Waorani, tandis que l'autre est appelé *pananujuri*. Perenco nie qu'il existe un quelconque peuple indigène dans la zone.

Le président de Perenco, François Perrodo, s'est réuni récemment avec Alan García, président du Pérou. Quelques jours plus tard, une loi a été approuvée, suivant laquelle l'activité de Perenco dans la région est *une nécessité nationale*.

D'autres entreprises présentes dans la région sont Repsol-YPF, ConocoPhillips, Ecopetrol (l'entreprise pétrolière étatique colombienne) et Petrobras (son homologue brésilienne).

Deux grandes menaces planent sur les peuples indigènes isolés et mettent en péril leur survie. La principale est, de loin, leur manque d'immunité contre des maladies occidentales aussi courantes que la grippe, la varicelle, la rougeole et diverses affections du système respiratoire. Même lorsqu'on adopte des précautions extrêmes pour le *premier contact* entre un peuple indigène isolé et des étrangers, il est fréquent qu'un nombre considérable d'indigènes meure au cours des mois suivants.

Si le premier contact se produit sans mesures de précaution ni plans d'assistance médicale, tout le peuple ou du moins la plupart de ses membres risquent de mourir. Cette catastrophe a eu lieu à maintes reprises en Amazonie et non seulement à des époques lointaines. En 1996, par exemple, au moins la moitié des Indiens murunahua sont morts après avoir été contactés par des exploitants d'acajou illégaux. L'autre danger important est la violence. Dans bien des cas décrits dans le rapport, les membres des peuples indigènes se retrouvent devant des groupes de bûcherons armés prêts à tirer sur eux dès qu'ils les voient.

En refusant de reconnaître l'existence de ces personnes, en permettant et en encourageant même l'entrée des exploitants forestiers et des entreprises pétrolières dans leurs territoires, le gouvernement du Pérou se rend coupable de génocide.

WRM - Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (Uruguay)

Le 15-06-2009

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cet article demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement les vues de Planète Urgence.